

Quelle école nous
prépare-t-on pour
demain ?

Nouvelle
évaluation
des enseignants

Evaluations
CE1 et CM2

Carte
scolaire

Agence nationale
de remplacement

EPEP

La multiplicité des « nouveautés »
donne une impression de
désordre et offre peu de lisibilité...

Stages

Service
Minimum
d'Accueil

RASED

Maternelle

Formation
initiale

Aide
personnalisée

Suppression
de postes

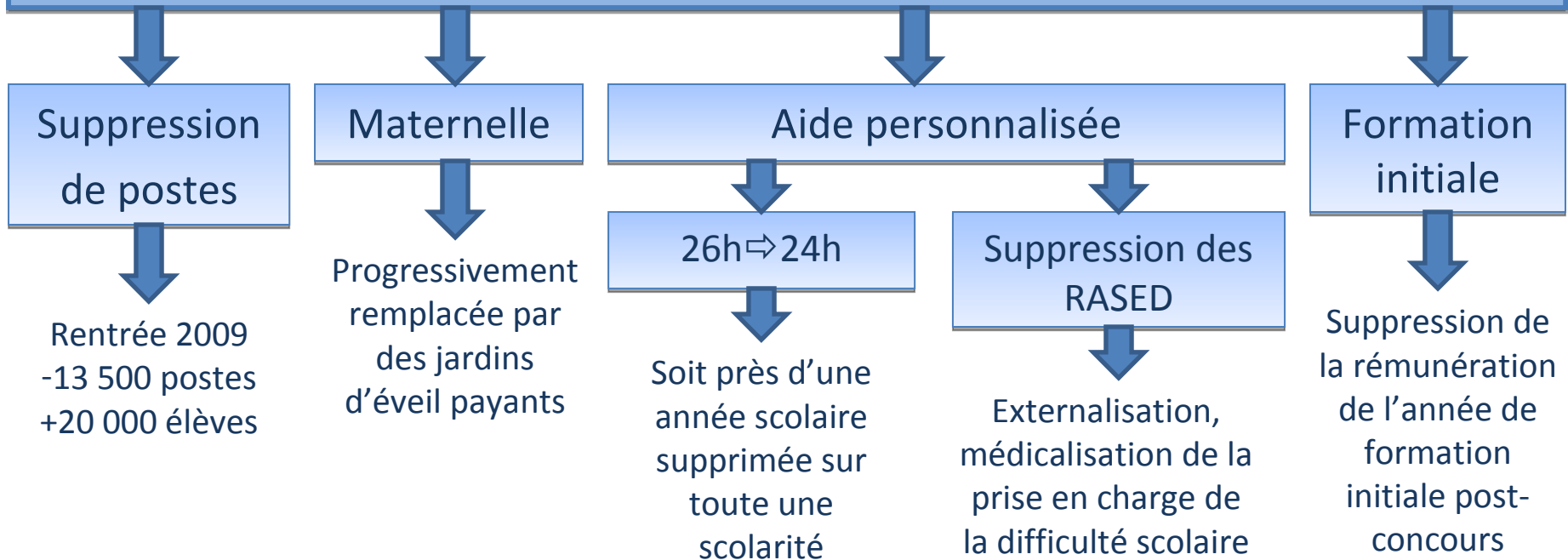
Il s'agit d'une stratégie de communication choisie.

Plutôt que d'annoncer clairement les transformations souhaitées, le pouvoir en place modifie plusieurs paramètres du système scolaire...

Des modifications qui, au final, le transformeront en profondeur...

Tentons de mettre un peu d'ordre...

Désengagement de l'état



Ce désengagement s'opère au « bénéfice » :

- des collectivités territoriales sans que les transferts de moyens soient assurés
- du secteur privé qui n'attend que cela pour réaliser des profits

Ce désengagement est contraire à la notion même de service public qui veut que l'Etat soit le garant de la qualité du service sur tout le territoire et pour tous les citoyens.

Si ce n'est plus l'état qui organise, régule le système éducatif, alors, qui ?

Mise en concurrence des établissements

Suppression progressive de la carte scolaire

Les parents choisissent librement l'école de leur enfant.

Evaluations CE1 et CM2

Publication des résultats

Les parents **avertis** peuvent choisir une école « performante ».

Transformation des écoles en EPEP

(Etablissement Public d'Enseignement Primaire)

Les établissements disposent de l'autonomie nécessaire pour proposer une offre alléchante et originale.

La formation des élèves est ainsi assimilée à une marchandise, les parents à des clients et l'école à une entreprise.

On applique à l'école les règles simplistes du secteur privé marchand : on éduque, on forme des élèves comme on fabrique, on vend des chaussures ou des yaourts... Comme si on pouvait faire entrer toute la complexité d'un enfant dans une grille d'évaluation.

**Le marché, jeu de l'offre et de la demande, se substitue à l'état pour réguler les ouvertures et fermetures d'écoles : c'est la fin du service public d'éducation...
...service public qui redistribue un peu d'égalité dans une société de plus en plus duale...**

Pourtant les dérives de ce système sont bien connues des pays qui le pratiquent...

Mise en concurrence des établissements

Les dérives

Clientélisme

On ne travaille plus pour l'épanouissement, le développement de l'élève mais pour sa réussite aux évaluations et la satisfaction de ses parents.
Les disciplines non évaluées sont délaissées (disciplines artistiques, sportives...).

Bachotage

Sélection

Les élèves susceptibles de faire baisser les statistiques sont écartés.

Ecoles à deux vitesses

Les financements publics récompensent les établissements qui « réussissent » :
On donne toujours plus aux plus favorisés.

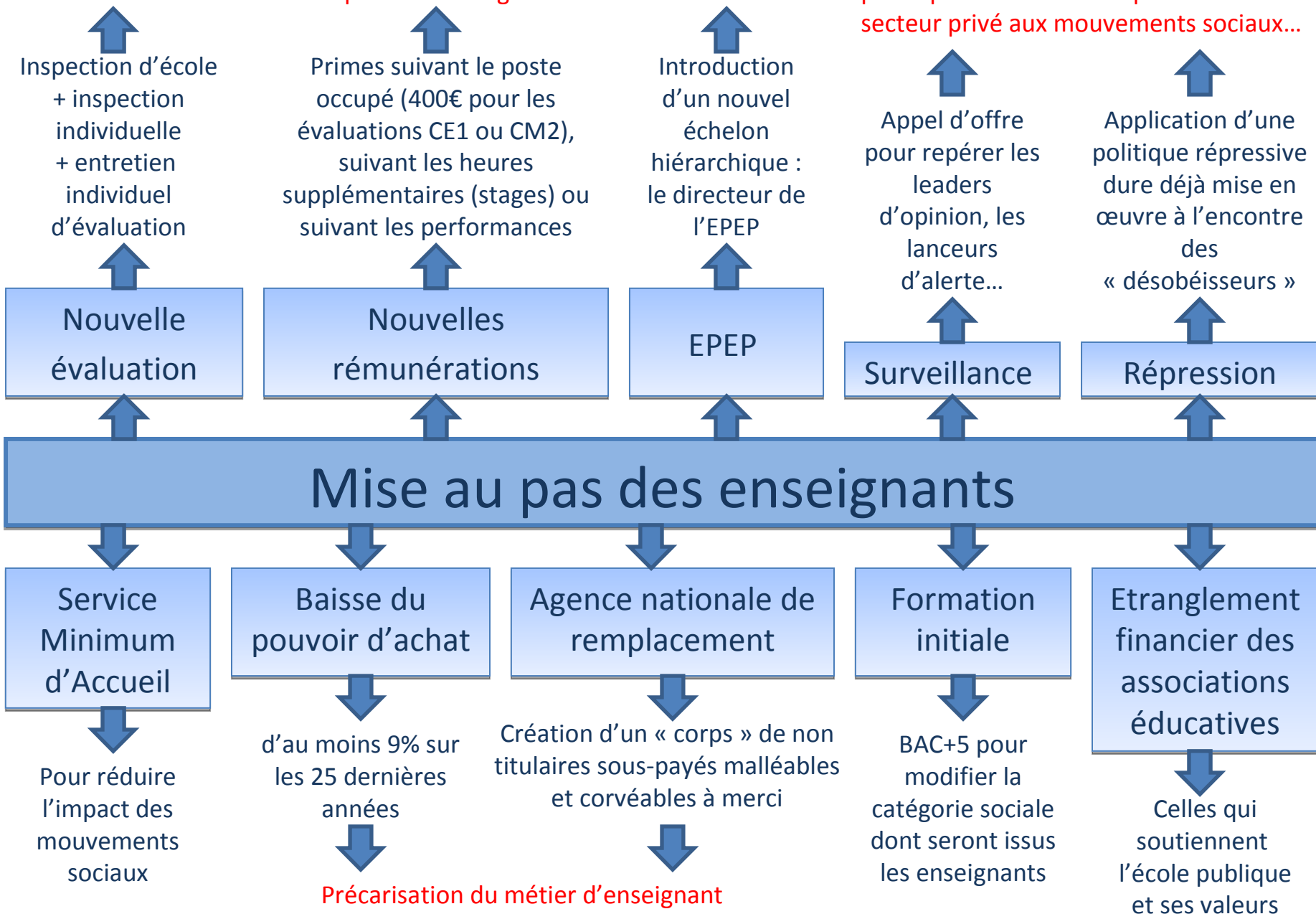
On espère compenser la diminution constante et programmée des moyens par la mise en concurrence des établissements...

... mais aussi par une pression de plus en plus forte sur les enseignants...

Application des techniques de management du secteur privé...

Diviser pour mieux régner...

On utilise la peur, celle qui empêche la participation de beaucoup de salariés du secteur privé aux mouvements sociaux...



Désengagement de l'état

Mise en concurrence des établissements

Mise au pas des enseignants

Le **libéralisme** s'invite à l'école...

Le même libéralisme qui, appliqué aux marchés financiers, nous a plongé dans la crise catastrophique que nous connaissons aujourd'hui.

Le même libéralisme qui, en France et partout dans le monde depuis 30 ans, détruit les services publics, « fabrique » de la pauvreté et de l'exclusion.

Le libéralisme qui veut aujourd'hui nous faire troquer nos valeurs républicaines d'égalité, de solidarité, de fraternité contre de nouvelles valeurs : individualisme, appât du gain, compétition, loi du plus fort.

Les mêmes causes produiront les mêmes effets à l'école.

ENSEMBLE, OSONS DIRE NON